



Forum pour le Renforcement de la Société Civile

Révérien Ndikuriyo défie les groupes armés : « Qu'ils viennent avec 200 000 combattants »

Le secrétaire général du CNDD-FDD durcit le ton face au RED-Tabara et au FNL

Le secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, a livré samedi 22 août un discours particulièrement offensif à l'égard des groupes armés qui menacent de reprendre les armes contre le Burundi. Il affirme que ces menaces ne l'impressionnent pas et lance un défi aux éventuels assaillants : réunir jusqu'à 200 000 combattants armés avant d'envisager une offensive. Selon lui, une telle force serait neutralisée et tuée en moins de trois semaines.

« Qu'ils viennent au lieu de se faire photographier en tenue militaire »

Révérien Ndikuriyo s'en est pris notamment aux déclarations attribuées au RED-Tabara et au FNL, accusés de menacer régulièrement de nouvelles attaques contre le Burundi.

L'ancien président du Sénat affirme ne plus vouloir se limiter à commenter leurs déclarations. Il appelle plutôt ceux qui disent vouloir combattre à passer « des paroles aux actes ».

Dans un ton de défi, il affirme qu'il faudrait, selon lui, au moins 200 000 combattants armés pour tenter une nouvelle offensive contre le Burundi. Il soutient que ces combattants seraient neutralisés et tués en moins de trois semaines, avant que leurs éventuels renforts ne connaissent, selon lui, le même sort.

Un discours qui s'appuie sur les affrontements du passé



Forum pour le Renforcement de la Société Civile

Pour défendre sa position, le secrétaire général du CNDD-FDD évoque plusieurs épisodes de l'histoire récente du Burundi, notamment des incursions armées qu'il affirme avoir été tous neutralisées.

Il cite notamment les années 2012, 2014 et 2015, affirmant que les combattants qui avaient tenté de pénétrer sur le territoire burundais avaient été tous tués.

Il estime ainsi que les groupes qui menacent aujourd'hui le pays depuis l'étranger devraient cesser les déclarations et les publications sur les réseaux sociaux et venir directement sur le terrain.

Canada, Europe, États-Unis et RDC dans le viseur

Révérien Ndikuriyo a également évoqué les messages diffusés, selon lui, depuis plusieurs pays, notamment le Canada, des pays européens particulièrement la Belgique, les États-Unis et la République démocratique du Congo.

Pour lui, les photographies en uniforme militaire et les déclarations diffusées depuis l'étranger ne suffisent pas à déclencher une nouvelle guerre.

Il affirme par ailleurs que les forces de sécurité surveillent les zones forestières et frontalières afin de détecter d'éventuelles activités de groupes armés.

La RDC au cœur de la surveillance

Le responsable du parti au pouvoir affirme que cette surveillance s'étend également aux espaces situés de l'autre côté de la frontière, en RDC.

Il évoque notamment les forêts, vallées, zones rocheuses et autres endroits susceptibles de servir de refuges à des combattants.

Selon lui, les groupes armés qui chercheraient à utiliser ces espaces comme bases arrière ne pourraient pas facilement échapper à la surveillance des forces burundaises.



Forum pour le Renforcement de la Société Civile

Le cas Nzabampema évoqué

Révérien Ndikuriyo s'est également exprimé sur Aloys Nzabampema, présenté dans son intervention comme un voleur ancien membre du FNL et un chef rebelle.

Il affirme notamment que Nzabampema ne pourrait pas passer trois nuits dans sa région d'origine à Ndaba commune Cibitoki sans être repéré par les forces de sécurité tombé dans les rapaces de l'aigle. Il raconte également s'être rendu dans la province de Cibitoke il y a environ 18 ans, à une époque où il exerçait des responsabilités liées à la sécurité au sein du parti et de ses membres.

Pour illustrer la réaction qu'il attribue aux populations face à une éventuelle attaque, il rapporte cette expression en kirundi : « Uje turaheza mu minota ibiri, baba bazinganye n'umugozi ! »

« Erega ni ukwicana » : la partie la plus controversée du discours

Au-delà du défi lancé aux groupes armés, une autre partie du discours suscite des interrogations : la manière dont Révérien Ndikuriyo évoque le sort des combattants en cas d'affrontement.

En déclarant notamment « erega ni ukwicana », expression renvoyant à l'idée d'un affrontement où l'on se tue, il présente la confrontation armée sous un angle qui semble laisser peu de place à l'hypothèse de la capture ou de la détention des combattants.

Or, en droit international humanitaire, un combattant capturé, qui se rend ou qui est hors de combat en raison de blessures ou d'une autre cause, doit être traité humainement. Le fait qu'une personne ait participé aux hostilités ne permet pas de l'exécuter une fois qu'elle est hors de combat.

Cette dimension du discours est donc particulièrement sensible dans un contexte régional marqué par de nombreux conflits armés et par des violations graves visant des personnes capturées ou hors de combat.

Un langage politique qui relance le débat sur la violence



Forum pour le Renforcement de la Société Civile

Les déclarations de Révérien Ndikuriyo interviennent alors que les menaces de reprise des hostilités continuent d'alimenter les inquiétudes dans la région des Grands Lacs.

Son intervention se distingue par un langage particulièrement dur : défi direct aux groupes armés, références aux affrontements passés et affirmation de leur neutralisation en cas d'attaque.

Au-delà de la confrontation politique entre le pouvoir burundais et les mouvements armés, ces propos posent donc une question plus large : jusqu'où un responsable politique peut-il aller dans son langage lorsqu'il évoque une éventuelle guerre et le sort de ceux qui y prendraient part ?

Pour Révérien Ndikuriyo, le message est clair : ceux qui menacent le Burundi doivent cesser de parler et venir combattre. Mais la référence répétée à leur élimination en cas d'affrontement pourrait, elle, alimenter un nouveau débat sur le respect des règles applicables aux conflits armés et sur la responsabilité du langage politique dans un contexte sécuritaire déjà tendu